

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 13/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL BABOILLARD Bernard

21450 MAGNY-LAMBERT

Références : 2022-462
Code AIOT : 0005400158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement SARL BABOILLARD Bernard implanté Crais Moriot 21450 MAGNY LAMBERT. L'inspection a été annoncée le 07/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée afin de contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/02/2022. Les points de contrôle de l'inspection précédente du 04/11/2021 qui n'appelaient pas de remarque de l'inspection des installations classées ne sont pas repris dans le présent rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL BABOILLARD Bernard
- Crais Moriot 21450 MAGNY LAMBERT
- Code AIOT : 0005400158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière de Magny-Lambert est autorisée par arrêté préfectoral du 26/10/2007, pour une durée de 30 ans intégrant la remise en état, pour l'extraction de roches ornementales.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect de l'APMD du 09/02/2022	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Stock de terre arable	Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 1.2.2	/	Sans objet
3	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 2.1.4	/	Sans objet
4	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 2.2.3.1	/	Sans objet
5	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats lors de la visite, il peut être considéré que l'exploitant a déféré aux différents points de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 09/02/2022.

Les autres points de contrôle n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en demeure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La société BABOUILLARD BERNARD (SIREN 384 426 037), dont le siège social est situé rue de l'église - 21450 Chaume les Baigneux, est mise en demeure de respecter, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes pour la carrière qu'elle exploite sur la commune de Magny-Lambert :</p> <p>- Article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé : « Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) : Commune / Sections / N° de parcelles / Utilisation Magny Lambert / ZD / 24 / extraction Magny Lambert / ZD / 25 / extraction Magny Lambert / ZD / 26 / extraction / installations »</p> <p>- Article 1.5 de l'arrêté préfectoral du 26 octobre 2007 susvisé : « Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. »</p> <p>Constats : Lors de la visite du 04/11/2021, il a été constaté qu'une zone située en phase 6 avait été extraite en partie nord-est du site. Selon les déclarations de l'exploitant, il s'agissait d'un sondage réalisé, avec son accord, par la société SOGEPIERRE 4 ou 5 ans auparavant. Selon la mise à jour du plan topographique du 26/10/2021, cette zone était située : - dans le périmètre d'éloignement de 10 m par rapport aux limites du périmètre de l'autorisation - en partie située en dehors du périmètre de l'autorisation.</p> <p>Lors de la visite du 30/11/2022, il est constaté que la zone a été remblayée jusqu'au terrain naturel, et de la terre végétale remise en surface. Selon les déclarations de l'exploitant, les matériaux utilisés proviennent du site.</p> <p>Au vu de ces éléments, il peut être considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Stock de terre arable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 1.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'exploitation et périmètre de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, lieux-dits et parcelles suivants (cf plan en annexe 1) : Commune Sections N° de parcelles Utilisation MAGNY LAMBERT ZD 24 extraction MAGNY LAMBERT ZD 25 extraction MAGNY LAMBERT ZD 26 Extraction installations L'emprise de l'autorisation couvre une surface de 03ha 05a 70ca dont 47a 50 ca n'ont pas encore été mis en exploitation à la date du présent arrêté. La surface autorisée inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, elle correspond à la surface à remettre en état.
Constats : Dans le cadre de la visite du 04/11/2021, il a été demandé à l'exploitant de vérifier l'origine de l'information mentionnant la présence d'un stock de terre arable positionné en majorité sur la parcelle A14 sur le plan topographique, et de confirmer la présence ou l'absence d'un stock de terre arable. Lors de la visite du 30/11/2022, l'exploitant indique que le géomètre a fait cette mention car la zone est naturellement recouverte de terre arable et végétalisée, aucun stockage de terre n'a été réalisé sur cette parcelle. Les relevés sur cette zone sont cohérents avec les courbes de niveau du secteur, ce qui apparaît également cohérent avec les déclarations de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 2.1.4
Thème(s) : Autre, Interdiction de l'accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : Lors de la visite du 04/11/2021, il a été constaté qu'il n'y avait pas de dispositif empêchant de pénétrer sur le site ni de signalisation du danger dans la zone sud-ouest du site (le long de la parcelle A14). Lors de la visite du 30/11/2022, il est constaté que des blocs ont été mis en place dans la zone sud-ouest, le long de la parcelle A14, afin d'empêcher de pénétrer sur le site. Un panneau signalant l'interdiction de pénétrer est également situé à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 2.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le stockage des terres ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.
Constats : Dans le cadre de la visite du 04/11/2021, il a été constaté que le plan topographique du 26/10/2021 faisait apparaître une zone du merlon d'une hauteur de l'ordre de 3 m, dans l'angle à proximité de l'aire étanche. Lors de la visite du 30/11/2022, l'exploitant a indiqué que la hauteur s'explique par la présence de végétation sur le merlon, la hauteur étant mesurée en la prenant en compte. Il a par ailleurs été constaté que le merlon en question a en partie été utilisé dans le cadre du remblaiement et de la remise en état de l'excavation constatée en 2021 au nord-est de la carrière, et que la hauteur de terre était de l'ordre de 2 m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/10/2007, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls le ravitaillement des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures. L'entretien et la vidange des engins sont interdits sur le site.
Constats : Lors de la visite du 04/11/2021, il avait été constaté que le tube du caniveau dirigeant les eaux vers le décanteur déshuileur était obstrué par des feuilles et autres déchets végétaux. Lors de la visite du 30/11/2022, il a été constaté que le caniveau a été nettoyé. Selon les déclarations de l'exploitant, il l'a remplacé et s'est assuré que le décanteur séparateur d'hydrocarbures n'avait pas besoin d'un nettoyage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet